



FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS ET DE SANTÉ **Force Ouvrière**

CHS LE VINATIER

<http://fovinatier.free.fr>

forceo@libertysurf.fr

04.37.91.53.20

Compte rendu de mandat : CTE du 19 novembre 2012.

Si d'aucuns en doutaient encore, au moins avec M. le DG, les choses sont claires : la dernière fois qu'il avait gratifié le CTE de sa présence, c'était pour présenter et défendre son projet de vademecum, déclinaison locale de la destruction des secteurs voulue par HPST ... preuve s'il en fallait que le passage en 12 heures à l'UMA ne se résumait pas à en mesure technique visant à s'adapter pour coller « *aux flux d'arrivée des patients* ».

Il y a loin de la coupe aux lèvres, le DG a beau claironner : « *le CTE s'est dépassé* », « *le paritarisme, c'est fini* », « *il est fini le temps où les organisations syndicales négociaient les organisations du travail avec la direction* » ..., il n'empêche que, comme pour le vademecum, malgré tous ses efforts et en dépit des manœuvres, le DG n'a pas réussi à faire sauter l'unité syndicale contre les 12 heures : **vote contre à l'unanimité.**

Force Ouvrière a fait la démonstration que l'argument des flux ne tenait pas. Nous n'avons jamais changé de position : **le point de départ des problèmes à l'UMA, c'est la pénurie de lits d'aval.** D'une part parce qu'elle contribue à y augmenter la durée de séjour des patients faute de solutions d'hospitalisation sur leurs secteurs, mais également parce **qu'en interdisant de fait les hospitalisations directes**, elle contraint les médecins à envoyer à l'UMA des patients qui auraient pu être accueillis directement dans leur secteur ! **Il n'y a aucune justification médicale à ce qu'un patient passe par l'UMA dès lors qu'il a déjà été vu par un médecin de son secteur qui a posé l'indication d'hospitalisation.**

Nous n'avons pas oublié qu'il y a quinze ans, c'est déjà le fait de faire de l'UMA une unité de bilan et d'orientation qui avait permis à la direction d'alors d'avancer dans la fermeture des lits et des services. C'est donc cela qu'il faut régler, **or la direction s'apprête à supprimer 35 lits supplémentaires !** On est donc fondé à se poser la question : derrière l'argument des flux, ne s'agit-il pas de **la logique implacable de la loi HPST dont l'objectif avec la mise en œuvre des pôles, pour ce qui concerne la psy, est la destruction des secteurs**, c'est-à-dire l'interdiction faite au psychiatre de décider librement en fonction de ses connaissances, comment il soigne ses patients.

Ainsi pour le pôle Est, après le secteur de Vaulx-en-Velin, c'est au tour de celui de Villeurbanne d'être menacé puisqu'après l'éviction du docteur Godet et le départ des 2 autres médecins, **ce secteur qui est le plus gros de France en population à charge (200 000 hab.) se retrouve sans aucun médecin !**

A ce sujet, que ceux qui doutent encore, et pensent « *qu'il s'agit d'un problème de personne* », se posent une question : **Si tel était le cas, la réaction normale d'un directeur soucieux de préserver le secteur et le fonctionnement du service public n'aurait-il pas été de mettre tout le monde autour d'une table pour trouver une solution plutôt que de signer la note de service démettant le chef de service ?**

Le projet unanimement repoussé, sera représenté **au CTE le 13 décembre.** Le mieux serait que la direction accepte **enfin** d'entendre les personnels et ouvre **enfin** les négociations avec les syndicats. Les personnels de nuit de l'UMA ont fait une proposition de roulement en 10H **qui est parfaitement viable.** Au nom de quoi Mr le Directeur général s'y oppose-t-il ? La raison doit l'emporter. Si tel n'était pas le cas, FO en tirerait les conséquences C'est pourquoi FO continuera à donner toutes les informations et n'hésitera pas si nécessaire à prendre les dispositions nécessaires à la réalisation de l'unité pour faire aboutir les revendications.

D'ores et déjà les personnels, conscients des enjeux, loin des comportements et des relations strictement individualistes que les Pôles et HPST cherchent à généraliser, se tiendront prêts.

Il nous revient à nous de défendre l'hôpital public, l'ensemble de ses agents, des personnels, médicaux et non-médicaux parce que nous défendons le droit des patients à être soignés.